

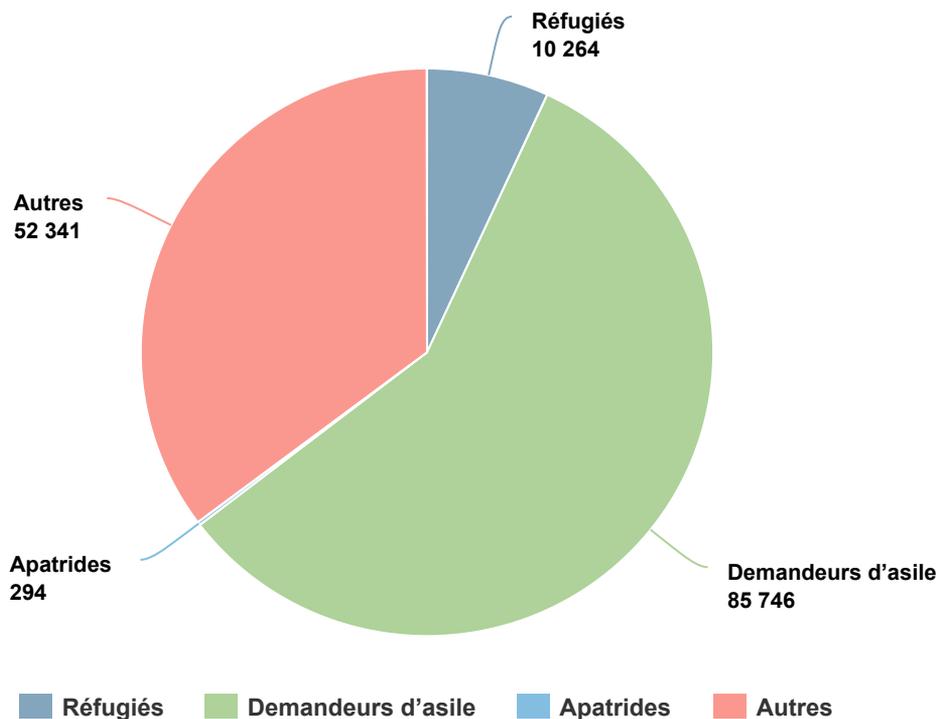
Opération: Brésil



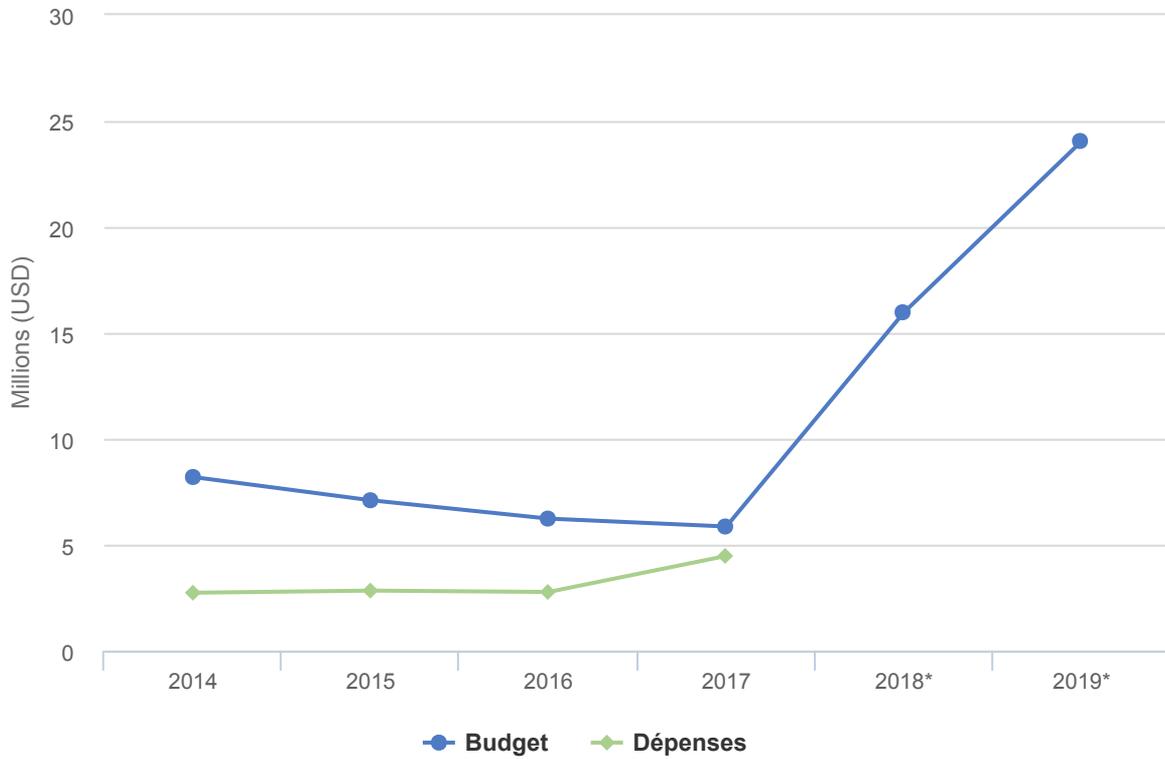
Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 118% EN 2017

2017	148,645
2016	68,087
2015	35,790



Budgets et Dépenses - Brésil



Environnement opérationnel

Des Vénézuéliens continuent d'arriver au Brésil en raison des événements politiques et des évolutions socio-économiques en cours au Venezuela (République bolivarienne du). Selon les estimations, quelque 98 000 Vénézuéliens se trouvaient au Brésil à la fin du mois de novembre 2018. La plupart des personnes entrent au Brésil en passant par l'État frontalier du Roraima et ont des besoins urgents à leur arrivée, notamment en nourriture, hébergement et soins de santé. Face à cette crise humanitaire, le Brésil a décrété l'état d'urgence, le Gouvernement fédéral a appliqué une politique de portes ouvertes et mis en œuvre une réponse d'urgence solide pour les Vénézuéliens, notamment dans le cadre d'un processus novateur de relocalisation vers d'autres États du pays, assuré avec l'appui du HCR et d'acteurs humanitaires.

En 2018, un Comité fédéral d'aide d'urgence a été mis sur pied et des ressources ont été allouées à l'armée pour renforcer la capacité d'accueil et d'admission, ainsi que pour intensifier les activités dans les domaines de la santé, de l'assainissement et de la sécurité publique. Les demandeurs d'asile détenteurs de certificats ou de permis de séjour ont le droit de travailler et ont accès aux services publics aux mêmes conditions que les nationaux. Le Gouvernement fédéral devrait continuer de participer à la réponse humanitaire, en particulier dans les secteurs de l'accueil et de la délivrance de documents, de la santé et de la relocalisation interne. La Commission nationale pour les réfugiés (CONARE) devrait reconnaître les besoins de protection internationale des Vénézuéliens et traiter le nombre croissant de demandes d'asile en attente, déposées par des personnes de toutes nationalités, dans le respect des normes internationales. Le Brésil devrait également respecter ses engagements concernant la mise en place d'un programme de réinstallation financé par l'État et la création d'un réseau de parrainage privé pour les réfugiés réinstallés.

Le groupe de travail spécial constitué au sein de l'Équipe de pays des Nations Unies pour la situation vénézuélienne, conjointement présidé par le HCR et l'OIM (appelé groupe de travail spécial pour la plateforme de réponse en faveur des réfugiés et des migrants au Brésil), comprend désormais des organisations de la société civile, ainsi que des agences des Nations Unies, et coordonne les efforts humanitaires et inter-agences. Sur le terrain, des groupes de travail et d'autres partenariats continueront à œuvrer pour renforcer la coordination sur le lieu d'exécution.

La stratégie pluriannuelle et de partenariats multiples du Brésil, centrée actuellement sur la détermination du statut de réfugié et la réduction des demandes en attente de traitement, la mise en œuvre du programme « Frontières solidaires » au titre du Plan d'action du Brésil, et la promotion de l'accès effectif aux services publics et aux moyens de subsistance, fait actuellement l'objet d'une révision qui permettra de tenir compte des dernières évolutions au niveau de la réponse d'urgence et du contexte politique.

Alors que l'afflux de Vénézuéliens demeure important, le Brésil devrait veiller à ce que la réponse d'urgence en faveur de cette population se poursuive, à ce que les politiques pour les réfugiés restent inclusives et à ce que le pays continue de jouer un rôle moteur dans la région.

Principales priorités

En 2019, le HCR entend en priorité :

- Assurer une réponse d'urgence directe, consistant notamment à garantir l'accès effectif au territoire, l'enregistrement/la régularisation/la délivrance de documents en temps utile et la distribution de documents à toutes les personnes relevant de sa compétence, en particulier à celles qui entrent par l'État du Roraima, ainsi

que l'accès aux services essentiels, notamment liés à la santé, à l'hébergement, à l'éducation et à l'alimentation.

- Renforcer son suivi de protection et son action de proximité auprès des communautés (y compris la communication avec les communautés) pour assurer rapidement l'identification et l'orientation des groupes vulnérables, ainsi que l'accès de ces groupes aux services spécialisés.
- Développer et améliorer les espaces et les activités de soutien pour les personnes qui ont des besoins de protection spécifiques (dont les populations autochtones).
- Appuyer la relocalisation volontaire des personnes relevant de sa compétence dans d'autres villes du Brésil offrant de meilleures perspectives d'intégration locale et des réseaux de protection plus structurés, tout en encourageant l'intégration locale et la coexistence pacifique par la mise en œuvre de projets spécifiques (orientés notamment sur l'inclusion financière, l'accès à l'éducation et les moyens de subsistance).
- Continuer à aider le Gouvernement du Brésil à améliorer la quantité et la qualité des décisions en matière de détermination du statut de réfugié, tout en éliminant dans le même temps l'arriéré de demandes en attente, et à renforcer un programme de réinstallation financé par l'État ainsi qu'un réseau de parrainage privé pour les réfugiés réinstallés.
- Étendre les aides en espèces aux plus vulnérables, tout en plaidant pour l'élimination des obstacles juridiques qui entravent l'accès des personnes relevant de la compétence du HCR aux programmes sociaux nationaux existants.

Chiffres clés :

- 70% de l'aide à la relocalisation sera fournie
- 60 000 personnes relevant de la compétence du HCR seront enregistrées individuellement sur la base d'un ensemble de données requises minimales
- 7 000 abris de transition seront fournis
- 26 acteurs participeront régulièrement aux réunions de coordination du HCR

Budget 2019 révisé - Brésil | USD

Le tableau suivant présente le budget révisé par objectif pour cette opération. L'affectation des ressources au niveau des objectifs peut être modifiée en cours d'année selon l'évolution de la situation opérationnelle et des priorités. Le budget courant par pilier tel qu'il apparaît en bas du tableau est mis à jour chaque mois et remplacé par le budget final une fois l'année clôturée.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Total
Environnement de protection favorable		
Aide juridique et recours judiciaires	454,418	454,418
Accès au territoire	365,197	365,197
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	660,394	660,394
Sous-total	1,480,009	1,480,009
Processus de protection et documents adéquats		
Conditions d'accueil	571,951	571,951
Enregistrement et établissements des profils	262,451	262,451
Procédures de détermination du statut de réfugié	304,221	304,221
Documents individuels	150,975	150,975
Sous-total	1,289,599	1,289,599
Sécurité face à la violence et à l'exploitation		
Prévention et interventions liées aux VSS	757,591	757,591
Protection des enfants	535,172	535,172
Sous-total	1,292,763	1,292,763
Besoins de base et services essentiels		
Santé	185,975	185,975
Services de santé reproductive et de lutte contre le VIH	65,975	65,975
Sécurité alimentaire	131,951	131,951
Abris et infrastructures	658,951	658,951
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	746,951	746,951
Services pour les personnes ayant des besoins spécifiques	1,720,494	1,720,494
Éducation	268,951	268,951
Sous-total	3,779,248	3,779,248
Autonomisation et autogestion communautaires		
Mobilisation communautaire	575,394	575,394
Coexistence avec les communautés locales	170,975	170,975
Autosuffisance et moyens d'existence	2,009,206	2,009,206
Sous-total	2,755,575	2,755,575
Solutions durables		
Stratégie pour la recherche de solutions globales	307,697	307,697
Intégration	229,672	229,672

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Total
Réinstallation	329,221	329,221
Réduction de l'apatridie	79,221	79,221
Sous-total	945,812	945,812
Direction, coordination et partenariats		
Coordination et partenariats	382,640	382,640
Relations avec les donateurs	159,443	159,443
Sous-total	542,083	542,083
Appui à la logistique et aux opérations		
Approvisionnement et logistique	65,975	65,975
Gestion des opérations, coordination et appui	1,261,418	1,261,418
Sous-total	1,327,394	1,327,394
Budget 2019 révisé	13,412,482	13,412,482
Augmentation / Diminution	10,645,895	10,645,895
Budget 2019 courant	24,058,378	24,058,378